

N°62/CA du Répertoire

N° 2009-37/CA₂ du greffe

Arrêt du 18 mai 2012

Affaire : LE COLLECTIF DES TRAVAILLEURS
DE BENIN TELECOMS SA
C/
DG/BENIN-TELECOMS

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 16 avril 2009, enregistrée au greffe de la Cour le 20 avril 2009 sous numéro 157/GCS, par laquelle le collectif des travailleurs de Bénin Télécoms sa, tel : 21 07 58 94, représenté par Asséréou AGOSSOU, porte-parole du collectif, a saisi la Cour d'un recours en réexamen de la convention collective du travail applicable à Bénin-Télécoms sa, signée le 19 janvier 2009 ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007, portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

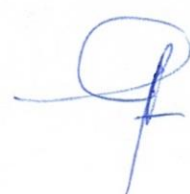
Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Président **Grégoire ALAYE** en son rapport ;

Où l'avocat général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettres n°0260/GCS du 28 avril 2009 reçue le 08/06/09 par le requérant, 0541/GCS du 08 juin 2010, une mise en demeure a été adressée au requérant, l'invitant à consigner au greffe de la Cour la somme de quinze mille (15.000) francs et lui rappelant les termes de l'article 6 de la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les



formations juridictionnelles de la Cour suprême ; que la mise en demeure est restée sans suite ;

Considérant que la loi n°2004-20 du 17 août 2007 prescrit à son article 6, alinéa 1^{er} : « Le demandeur est tenu, sous peine de déchéance, de consigner au greffe de la cour une somme de quinze mille (15.000) francs dans le délai de quinze jours à compter de la mise en demeure qui lui sera faite par lettre recommandée ou notification administrative, sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai » ;

Que la mise en demeure étant restée sans effet et le requérant n'ayant pas demandé d'assistance judiciaire, il y a lieu de le déclarer déchu de son action et de mettre les frais à sa charge ;

Par ces motifs,

Décide :

Article 1^{er} : Le Collectif des travailleurs de Bénin-Télécoms sa est déchu de son action ;

Article 2 : Les dépens sont mis à la charge du requérant ;

Article 6 : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur général près la Cour suprême ;

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême composée de :

Grégoire ALAYE, Président de la chambre administrative,

PRESIDENT;

Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI
et
Victor ADOSSOU

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix huit mai deux mille douze, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO,

MINISTERE PUBLIC ;

Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

GREFFIER. ;

Et ont signé,

Le Président-Rapporteur,

Le Greffier,


Grégoire ALAYE


Hortense LOGOSSOU-MAHMA

